



Conseil économique et social

Distr. générale
13 mars 2009
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2009

18-27 mai 2009

Rapports quadriennaux pour la période 2004-2007, présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil*

Note du Secrétaire général

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
1 Sida Information Suisse	2
2 Fondation Alulbayt	6
3 European Network of Policewomen	9
4 The Links, Incorporated	12
5 Nippon International Cooperation for Community Development	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales n'ont pas été revus par les services d'édition.



1. Sida Information Suisse (Statut consultatif spécial accordé en 2000)

Première partie

Introduction

i. Le but de l'association est de communiquer des informations et de promouvoir l'action contre la propagation du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et d'apporter un soutien aux personnes infectées; de diffuser des informations précises sur l'infection à VIH et sur le syndrome de l'immunodéficience acquise (sida); d'informer la profession médicale des découvertes scientifiques relatives à l'infection à VIH; de conseiller les personnes qui apportent des soins aux patients et celles qui exercent des responsabilités politiques et sociales; de conseiller les personnes qui s'intéressent aux questions liées au sida; de dispenser des conseils individuellement aux personnes séropositives et à celles qui souffrent du sida; d'aider la profession médicale lorsqu'elle conseille et soutient les personnes séropositives et celles qui souffrent du sida; de fournir un appui social, financier, médical et psychologique aux personnes séropositives et à celles qui souffrent du sida; de promouvoir les recherches scientifiques interdisciplinaires consacrées à l'infection à VIH et au sida. L'association œuvre principalement à l'accomplissement de ces objectifs grâce aux démarches suivantes : collaboration et échanges d'information avec des experts de Suisse et d'ailleurs, avec des institutions et autorités scientifiques, ainsi qu'avec des organisations privées qui poursuivent des objectifs identiques ou similaires; entretien d'un bureau de documentation; publications (production, traduction, édition, distribution); organisation de sessions d'information; conseils dispensés par téléphone, par écrit et en personne; octroi de ressources financières aux fins de la constitution d'un fonds social; appui aux sociétés, aux organisations et aux autorités qui cherchent à venir en aide aux personnes séropositives et à celles qui souffrent du sida; appui aux projets qui contribuent à la réalisation des objectifs susmentionnés et à leur exécution.

ii. Sans incidence sur les buts et les objectifs de l'organisation, deux types de cotisation ont été regroupés en une seule, d'un montant fixe de 50 francs suisses par an, au moyen d'un amendement approuvé par l'assemblée générale de Sida Information Suisse (SIA) le 23 septembre 2004. En outre, il a été décidé que l'assemblée générale serait désormais convoquée un an sur deux et non plus chaque année. Ces deux changements ont eu pour effet une diminution du poids des charges administratives et des dépenses y afférentes. Le 24 septembre 2005, l'assemblée générale a approuvé l'emplacement choisi pour le nouveau siège de l'association, où se trouve son secrétariat. Les affiliations nouvelles enregistrées depuis 2003 sont les suivantes : l'organisation qui supervise l'action menée au titre de la politique de lutte contre la toxicomanie fondée sur l'abstinence (Dachverband abstinentorientierte Drogenpolitik) (2004); la Fédération internationale des centres et instituts de bioéthique d'inspiration personaliste (Federazione Internazionale dei Centri ed Istituti di Bioetica di Ispirazione Personalista/FIBIP) (2004).

Partie II.

Contribution de Sida Information Suisse aux travaux de l'ONU

i. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies :

Des représentants de Sida Information Suisse ont assisté aux réunions suivantes :

2007 : En Europe, au sujet des droits de l'homme : quatrième session du Conseil des droits de l'homme du 12 mars au 5 avril à Genève (Suisse); quatrième Forum sur le VIH/sida et les IST (infections sexuellement transmissibles) d'Amérique latine et des Caraïbes, du 17 au 20 avril à Buenos Aires (Argentine).

2006 : Au sujet de la santé et de la condition féminines : cinquantième session de la Commission de la condition de la femme, du 27 février au 10 mars, au Siège de l'ONU, à New York (États-Unis d'Amérique).

2005 : Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU) : Conférence de la FMANU sur les Nations Unies et l'avenir, le 21 octobre 2005 à Genève (Suisse); réunions en Europe, toutes consacrées à la santé et à la condition de la femme envisagées dans l'optique des droits de l'homme: soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, du 14 mars au 22 avril à Genève (Suisse); Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme de la Commission des droits de l'homme, les 21 et 22 juillet, à Genève (Suisse); quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, du 28 février au 11 mars, à New York (États-Unis d'Amérique); séminaires parrainés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Buenos Aires (Argentine), les 15 et 16 septembre : troisième Congrès argentin sur le droit médical et la santé et troisième Séminaire international sur la sûreté et la qualité des centres de soins médicaux et deuxième Séminaire international sur la médiation, la conciliation et l'arbitrage en médecine; 31 mai-3 juin à Washington, D.C, États-Unis d'Amérique : trente-deuxième Conférence annuelle de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme : « Health System: Putting Pieces Together (Système de santé : faire que tous les éléments s'imbriquent) »; 24-27 août, Barcelone (Espagne) : L'éthique et la philosophie et les nouvelles technologies médicales; un représentant de SIA a présenté un texte intitulé « Écosystème contre médecine ».

2004 : Réunions sur la santé et la condition des femmes : quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, du 1^{er} au 12 mars, à New York (États-Unis d'Amérique).

ii. Coopération sur le terrain ou au Siège avec les organes de l'ONU ou les institutions spécialisées des Nations Unies :

2004 : 4 mars : Rapport sur les projets de prévention du VIH/sida en Afrique subsaharienne en 2002 (province du Kivu, République démocratique du Congo) adressé au *Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme* à Genève (Suisse); 22 juillet : Questionnaire, succès enregistrés et synthèse adressés au chef de la Section des organisations non gouvernementales <<http://www.un.org/esa/sustdev/mgroups/brochure_F.pdf>> du Bureau de l'appui

au Conseil économique et social et de la coordination du Département des affaires économiques et sociales, ONU, New York; 5 novembre : réunion du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA) à Genève (Suisse) (en présence du responsable régional de la Région des Grands Lacs, en Afrique, et du responsable du suivi de l'épidémie et de l'impact des interventions); 6 décembre : participation à la consultation sur la troisième ébauche de texte d'une Déclaration sur les normes universelles en matière de bioéthique.

2005 : 30 septembre : Communication de la Fédération internationale des centres et instituts de bioéthique d'inspiration personnaliste (FIBIP) au sujet de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies pour la science, la culture et l'éducation (UNESCO); 3 octobre : deuxième rapport sur nos projets en Afrique subsaharienne (République démocratique du Congo) adressé au conseiller pour le développement des pays de la Division pour l'Afrique du Département Appui aux pays et aux régions (CRD) d'ONUSIDA, à Genève (Suisse).

2006 : 20 février : troisième rapport sur nos projets en Afrique subsaharienne (République démocratique du Congo) adressé au service de Suivi de l'épidémie et de ses effets, à Genève (Suisse).

2007 : 14 décembre : Rapport relatif à la septième session de 2008 sur l'accès au traitement en présence de pandémies telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, adressé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; 30 mars : demande de subvention adressée au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture au titre d'activités de formation, de séminaires et de conférences, tels que le symposium sur la torture, le viol, le VIH/sida et la réadaptation des victimes en Afrique, organisés de janvier à décembre 2008 à Bujumbura (Burundi).

iii. Initiatives menées par SIA à l'appui des objectifs de développement convenus au plan international, en particulier les objectifs du Millénaire :

a) *Activités menées au titre des objectifs du Millénaire :*

Objectif 4 – Réduire la mortalité infantile : 1 892 femmes enceintes volontaires ont subi une détection gratuite et confidentielle du VIH et 40 femmes enceintes séropositives ont reçu un traitement médical visant à protéger les nouveau-nés contre la transmission verticale à Bukavu et à Kamituga-Muenga, en République démocratique du Congo.

Objectif 5 – Améliorer la santé maternelle : 1 892 femmes enceintes volontaires ont subi une détection du VIH et 40 femmes enceintes séropositives ont reçu un traitement médical contre les maladies liées au sida à Bukavu et à Kamituga-Muenga, en République démocratique du Congo (voir objectif 4); 1,9 tonne de produits pharmaceutiques (tests de détection du VIH, tests de confirmation, produits pharmaceutiques pour le traitement des maladies liées au sida) et matériel de laboratoire fourni à deux centres pratiquant sur des volontaires des tests de détection du VIH gratuits et confidentiels et à des centres de conseil à Bukavu et à Kamituga-Muenga, en République démocratique du Congo.

Objectif 6 – Lutter contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies : 1,4 million de personnes ont reçu des informations au sujet de l'infection à VIH au moyen de spots radiodiffusés aux meilleures heures d'écoute, dans le Sud-Kivu

(République démocratique du Congo); 11 000 personnes ont participé à des entretiens-conseil au sujet du VIH dans deux centres de dépistage à Bukavu et à Kamituga-Muenga, en République démocratique du Congo; plus de 7 000 entretiens du même type ont eu lieu dans des institutions confessionnelles à Bukavu et à Kamituga-Muenga, en République démocratique du Congo; 2005 : réimpression de CD musicaux comportant des chansons consacrées à la prévention du VIH/sida et contre l'exploitation des enfants en tant que soldats dans le cadre de conflits armés – destinés à être diffusés dans des pays africains; 488 000 prospectus éducatifs sur le VIH/sida distribués dans le Sud-Kivu, en République démocratique du Congo; 65 600 prospectus éducatifs sur le VIH/sida en allemand, en français et en italien distribués à des enseignants, à des centres médicaux et à des individus, principalement en Suisse; 882 800 lettres éducatives sur le VIH/sida en allemand, en français et en italien distribuées à un large public en Suisse; 25 745 documents sur le VIH/sida expédiés en Suisse; 7 discours sur la prévention du VIH prononcés en Argentine de 2004 à 2007; partenariats avec Programa Cambio, institution argentine qui oeuvre dans le domaine de la toxicomanie et de l'alcoolisme, afin de faire mieux connaître le VIH/sida.

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement : En coopération avec des compagnies pharmaceutiques, procurer des médicaments essentiels à un coût abordable aux populations des pays en développement; 1,9 tonne de produits pharmaceutiques (tests de détection du VIH, tests de confirmation, produits pharmaceutiques pour le traitement des maladies liées au sida) et matériel de laboratoire fourni à deux centres de détection du VIH en République démocratique du Congo; voir objectifs 4, 5 et 6 : toutes les activités sont menées en partenariat avec la fondation congolaise Kataliko Actions for Africa (KAF), ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de la Commission des droits de l'homme de l'Union africaine.

b) *Activités menées à l'appui de principes mondiaux*

Chaque année, communiqués de presse adressés à tous les journaux, stations de radio et chaînes de télévision suisses à l'occasion de la Journée mondiale du sida; SIA apporte une aide psychologique, nutritionnelle, médicale et juridique aux prisonniers victimes de la torture à Kamituga (République démocratique du Congo) en partenariat avec KAF (voir objectif 8); 26 juin 2007 : à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture<<UNTERM>> , les cellules de la prison de Kamituga ont été désinfectées et KAF a plaidé pour que les prisonniers détenus illégalement soient libérés; 2006 : En coopération avec Programa Cambio (Argentine), SIA a mené parmi les toxicomanes argentins une enquête pour déterminer le niveau de leurs connaissances en matière de VIH/sida et les raisons pour lesquelles ils avaient interrompu leur traitement.

2. Fondation Alulbayt (Statut consultatif spécial accordé en 2004)

Partie I

Introduction

La Fondation Alulbayt oeuvre essentiellement en faveur du bien-être social et du développement de l'éducation dans les communautés musulmanes, au niveau local et intra- régional (international) conformément aux objectifs humanitaires du patron de l'organisation, son éminence le Grand Ayatollah Sistani. De plus, elle promeut, dans les domaines de l'éducation et du développement, ainsi que sur les plans social et culturel, des principes consacrés par la Charte des Nations Unies et universellement acceptés comme des valeurs communes par l'humanité tout entière, que reflètent les buts et objectifs de la Fondation, ainsi que ses activités en cours dans différents secteurs thématiques. C'est particulièrement vrai dans les domaines suivants : i) Engagement de la Fondation en faveur de l'élimination de la pauvreté et de la maladie dans les pays en développement; ii) Accès à l'éducation (en particulier des collectivités rurales et des populations vulnérables); iii) Promotion du dialogue et de l'entente interethniques, interculturels et interreligieux; iv) Satisfaction des besoins humanitaires, notamment secours d'urgence et octroi de fonds et de ressources aux femmes et aux enfants, notamment les veuves et les orphelins qui doivent leur situation à un conflit; v) Participation à l'action menée dans les domaines où les principes du Conseil économique et social de l'ONU sont promus.

La Fondation poursuit ces objectifs en encourageant l'auto-assistance, l'autonomie et les projets de développement durable. Elle propose des stratégies de financement, de mobilisation de ressources et de sensibilisation des populations locales afin de leur donner accès à l'éducation. Sa démarche intègre les spécificités culturelles du groupe cible, qu'elle respecte. Pour parvenir à ces fins, nous organisons aussi des séminaires, des conférences et des exposés pour contribuer à promouvoir le dialogue et la compréhension entre les cultures et les civilisations. Notre Fondation s'emploie à nouer des partenariats avec d'autres organisations et organes afin de faire progresser des valeurs universelles communes, ainsi que les principes éthiques de l'humanité, et nous offrons une tribune qui facilite la tenue de réunions et de conversations à tous les niveaux entre représentants des sphères religieuse et culturelle, d'instances nationales et d'autres représentants.

Partie II.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU et de ses organes

2005 : Au Siège de l'ONU, à New York, des représentants de la Fondation : i) ont assisté à la quarante-troisième session de la Commission du développement social du 9 au 18 février; ils ont pris part à des discussions consacrées aux droits des femmes et à leur participation à la vie de la société; ii) ont assisté au Forum des organisations non gouvernementales, le 8 février; iii) ont remis un rapport à l'occasion de la cinquième session du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées, tenue du 24 janvier au 4 février.

2007 : Des représentants de la Fondation ont : i) remis un rapport consacré au thème du débat de haut niveau du Conseil économique et social à sa session de fond de 2007, intitulé « Vues de la Fondation Alulbayt sur l'intensification des efforts visant à éliminer la pauvreté et la faim au moyen d'un partenariat mondial pour le développement », au Palais des Nations, à Genève (Suisse), du 2 au 5 juillet; ii) assisté au Forum international de la société civile, tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris, le 25 octobre, où ils ont pris part à des tables rondes sur la participation des organisations non gouvernementales et sur la coopération avec les institutions intergouvernementales.

Activités menées au titre des objectifs du Millénaire :

Objectif 1 : Réduire la pauvreté et la faim : i) Le 5 juin 2004, la Fondation Alulbayt a ouvert un centre pour les réfugiés afghans à Zabol (République islamique d'Iran), qui leur fournit une aide financière humanitaire. Il est destiné aux réfugiés afghans qui ont été contraints de fuir leur pays à cause de la guerre et de l'oppression et qui souffrent encore d'une pauvreté et de privations poignantes. Comprenant notre responsabilité, en tant qu'êtres humains, vis-à-vis de cette population opprimée, notre bureau a pris l'initiative de les aider d'une façon ou d'une autre; ii) la Fondation a fourni des secours d'urgence et une aide humanitaire aux réfugiés iraqiens qui avaient fui leur pays, en raison du conflit, vers la République arabe syrienne et la République islamique d'Iran. Elle a également fourni une aide d'urgence aux Libanais déplacés dans leur pays en raison des conflits; iii) Elle aide les réfugiés déplacés à l'intérieur de l'Iraq en leur apportant un soutien financier et des fournitures de base; iv) Le 17 février 2004, elle a ouvert un centre à Dezful, afin d'aider les réfugiés iraqiens vulnérables dans les provinces de l'ouest de la République islamique d'Iran. Ce centre a fourni une aide à un grand nombre de réfugiés répartis dans différents camps en République islamique d'Iran. Ces réfugiés reçoivent soins et assistance depuis longtemps de la part du Bureau de la Fondation. Voici un aperçu général de l'aide fournie aux réfugiés : a) Aide médicale : en moins d'un an, 7 000 patients iraqiens ont été traités; b) Soutien financier aux familles vivant dans des camps et ailleurs dans les villes de République islamique d'Iran; c) Distribution de denrées essentielles telles que le riz, l'huile, la farine, la viande, les biscuits, les détergents, les couvertures, etc.; c) Création de bibliothèques publiques; v) L'une des activités les plus importantes menées par notre Fondation consiste à aider les individus dans le besoin et à soulager ceux qui ont été touchés par des inondations ou des tremblements de terre. Nos bureaux ou nos représentants dépensent chaque année des centaines de milliers de dollars pour aider les populations touchées à obtenir de la nourriture, des couvertures, des médicaments, etc.; vi) Le 23 septembre 2004, la Fondation Alulbayt a ouvert un dispensaire à Qom, en République islamique d'Iran, dans le but d'aider les pauvres et ceux qui touchent de faibles revenus à obtenir un traitement médical. Le centre médical est équipé de technologie et d'un matériel modernes et certains des meilleurs spécialistes, infirmiers et membres du personnel médical de la ville y travaillent. Voici certains des services proposés dans ce dispensaire : a) traitement médical spécialisé en oto-rhino-laryngologie et maladies des yeux, des reins, des intestins, mentales, allergies, fractures, etc.; b) traitements médicaux généraux; c) piqûres, pose de pansements et médecine générale.

Objectif 2 : Rendre l'enseignement primaire universel :

Le 11 septembre 2004, la Fondation Alulbayt a établi l'École du samedi pour les jeunes musulmans de Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), afin de promouvoir leur éducation et leur intégration dans la société. À Dezful, dans la province de l'ouest de la République islamique d'Iran, elle a ouvert un centre qui dispense des programmes éducatifs à l'intention des réfugiés iraqiens. Le Centre exécute aussi des programmes d'activités destinées aux jeunes. La Fondation a publié des dizaines d'ouvrages en arabe, en farsi, en ourdou, en turc et en anglais, qui couvrent des sujets très divers et contribuent à mieux éduquer les populations en matière de religion, d'éthique et de sociologie. Actuellement, le bureau de Londres prépare un ouvrage sur l'histoire de Samarra et sur les deux attaques qui ont détruit le sanctuaire des deux Imams.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes :

La Fondation Alulbayt pense que la société n'est pas complète sans les femmes et que leur présence dans différents domaines est un gage de progrès. À Londres, au Royaume-Uni, elle a créé de nouvelles possibilités d'emploi à l'intention des femmes et encouragé l'égalité des chances afin de leur permettre de devenir plus actives dans leurs domaines de compétence. L'exemple le plus probant en est l'école (ouverte en septembre 2004) gérée par la Fondation, dont quelque 70 % du personnel sont des femmes. En République islamique d'Iran, la Fondation a ouvert des centres spécifiquement destinés aux femmes, dont le but est de perfectionner leur éducation; il leur propose différents cours, consacrés notamment aux technologies de l'information, et leur assure une formation adéquate en vue de leur future carrière.

Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans :

Pour réduire la mortalité infantile, les bureaux de la Fondation présents dans les différentes régions de République islamique d'Iran et de République arabe syrienne assurent aux enfants un accès gratuit aux installations sanitaires et aux centres médicaux et ont accru le nombre d'hôpitaux spécialisés en pédiatrie dans ces régions. En outre, la Fondation offre une aide médicale et des médicaments aux jeunes enfants iraqiens et libanais qui ont fui leurs pays respectifs en raison des conflits auxquels ceux-ci doivent faire face. Elle offre une assistance financière et conclut des accords avec des praticiens locaux.

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle :

Le 13 mai 2004, l'agrandissement de la maternité de Roqayya (République islamique d'Iran) par la Fondation a pris fin. Les services proposés dans cet hôpital à vocation caritative sont supervisés par le Département de santé du district d'Elaam. Son principal objectif est de fournir des services aux femmes issues de familles à faible revenu et de former un grand nombre de sages-femmes, qui puissent ensuite dispenser des soins maternels. Une autre clinique à vocation caritative a été construite à Elaam. Baptisée Al-Mojtaba et inaugurée le 14 janvier 2008, puis agrandie en janvier 2005 pour inclure des unités de chirurgie, son objectif principal est de soulager les souffrances de ceux qui sont dans le besoin et la misère. Les services offerts par cette clinique sont en partie gratuits. Elle comprend une unité de maternité qui fournit des services de santé maternelle avant et après l'accouchement à des femmes du district.

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement :

Des efforts de coordination sont en cours avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'UNESCO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le but d'améliorer la situation sur le terrain des victimes du conflit iraquien et de constituer un cadre pour la coopération future. Les docteurs Mourad Zmit et Usam Ghaidan, de l'UNESCO, ont fourni des conseils en vue de la reconstruction de Samarra, en Iraq. Des contacts sont en cours avec des fonctionnaires du Bureau du PNUD à Bagdad (Paolo Lembo) et avec le bureau de l'UNICEF à Beyrouth pour faciliter des projets axés sur l'installation d'école et de centres médicaux à Bagdad et à Najaf.

3. European Network of Policewomen (Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Partie I

Introduction

i. Buts et objectifs : Les effets de la mondialisation et la disparition progressive des frontières européennes font que les sociétés changent plus rapidement. Cela a également des répercussions sur chaque organisation de police et de maintien de l'ordre en Europe, car d'autres questions problématiques font maintenant surface. La coopération internationale est devenue une nécessité irréversible, qui stimule la flexibilité et l'adoption de nouvelles approches au sein des organisations de police et de maintien de l'ordre. Afin de faire face à ces nouvelles exigences, European Network of Policewomen (Réseau européen des femmes dans la police) (ENP) a ajouté à sa mission initiale, l'optimisation de la place des femmes dans les corps de police et de maintien de l'ordre européens, la prise en compte systématique de la parité des sexes et la gestion de la diversité. Nous soulignons que notre objectif initial, qui reposait sur les valeurs fondamentales de l'égalité de tous les êtres humains les uns par rapport aux autres, de la liberté, de la justice de la solidarité, conformément aux principes démocratiques et aux droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, demeurera un principe directeur de notre action. Nous avons l'intention de faire mieux connaître les avantages associés à l'augmentation du nombre des femmes au sein de la police, tant au niveau opérationnel que dans l'administration, ainsi qu'à l'autonomisation de celles qui travaillent déjà dans la police. Plus précisément, notre ambition est promouvoir l'habilitation des femmes auprès des organisations de police et de maintien de l'ordre européennes, en même temps que le recrutement de femmes, qu'il faut ensuite parvenir retenir et auxquelles il faut offrir des possibilités d'avancement, mais aussi de contribuer à l'accroissement du nombre de femmes occupant des postes de responsabilité/décision.

L'exercice va de janvier à décembre. Le financement de base est assumé au niveau européen par des organisations membres associées. En outre, l'ENP utilise le reliquat d'une subvention obtenue de la police néerlandaise en 2003.

Pour la période ayant débuté en 2004, des fonds additionnels ont été obtenus du Conseil de police d'Estonie (3 000 euros par an), du Département de la justice, de l'égalité et de la réforme de la législation d'Irlande (contribution exceptionnelle de 5 000 euros) et de la Police d'Andorre (3000 euros en 2005 et en 2006) et des

donations de montants variables ont été effectuées sur une base volontaire par des membres associés tout au long de la période 2004-2007. Il convient aussi de signaler que l'organisation nationale du Président élu, le Ministère de l'intérieur autrichien (Police fédérale autrichienne) a substantiellement contribué au financement de l'ENP en prenant à sa charge l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exercice de ses fonctions par le Président pendant les deux premières années de son mandat (2006-2007), ce qui lui a permis, entre autres, d'assister à des conférences, à des réunions, à des séminaires et à des symposiums et de mener des activités de mobilisation dignes de ce nom. Le Centre d'expertise néerlandais pour la diversité est l'une des principales entités qui contribuent au financement des dépenses de fonctionnement et il met en outre à notre disposition (à temps partiel) un conseiller politique qui travaille au siège. En 2007, l'ENP a conçu un nouveau plan d'activités pour la période 2008-2010 afin de préserver ses sources de financement existantes et de mobiliser d'autres fonds.

Pays associés : À l'heure actuelle, 32 organisations de police de 27 pays européens sont représentées au sein de notre organisation.

Acte constitutif/statuts : En octobre 2004, le Conseil général s'est accordé sur la proposition de classement interne des pays membres associés en quatre groupes, en fonction de divers aspects tels que la culture, la langue, le degré d'avancement du développement, la position géographique et les besoins. Après l'évaluation de 2005, le classement a été revu et comprend désormais cinq groupes.

Partie II.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Le fait que nous avons été privés de la plus grande part de nos revenus structurels a eu une incidence majeure sur notre organisation. Nous avons été contraints de réduire et de concentrer nos activités en Europe pour ne conserver que celles qui bénéficient directement notre groupe cible, avec pour conséquence que l'ENP n'a pas pu envoyer de délégués aux réunions de l'ONU. Cette situation, qui s'est accompagnée d'une réduction drastique des effectifs au siège, rend très difficile notre présence aux réunions/conférences internationales. Cependant, l'information que nous recevons de l'ONU est régulièrement diffusée et utilisée dans le cadre de conférence et de séminaires.

i. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies :

Le Président a assisté à un atelier consacré par le Département des opérations de maintien de la paix à « L'examen des pratiques de référence en matière de prise en compte systématique de la parité des sexes à l'intention des fonctionnaires de police et du maintien de l'ordre », tenu du 20 au 23 mars 2007 à Brindisi (Italie) et il y a décrit des pratiques exemplaires. L'organisation a contribué à l'élaboration de directives pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les activités opérationnelles du personnel de police déployés dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies.

ii) Coopération sur le terrain ou au Siège avec les organes de l'ONU ou les institutions spécialisées des Nations Unies :

L'ENP a organisé, conjointement avec l'Unité pour les questions stratégiques de police de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe un atelier sur « Les femmes aux échelons supérieurs de la police », tenu les 5 et 6 juin 2007 à Madrid (Espagne). Le Conseil exécutif a appuyé la préparation de l'atelier et mis à disposition ses compétences, fait connaître et des pratiques de référence aux autres participants et contribue à l'élaboration de recommandations. Le Président a animé le débat final, consacré aux conclusions de l'atelier.

iii) Initiatives menées à l'appui des objectifs de développement convenus au plan international, en particulier les objectifs du Millénaire :

Activités menées au titre des objectifs du Millénaire :

L'ENP a œuvré à la poursuite des objectifs de développement en général, et plus spécifiquement des OMD, en Europe (en particulier au sein des forces de police et de maintien de l'ordre).

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes :

Constitution de capacités, renforcement des possibilités qui leur sont offertes, amélioration de l'accès, élimination des inégalités, accroissement de la représentation des femmes dans le cadre des activités de police.

Action menée : i) *Formation Communication/réseau pour les femmes dans la police* – 2004, Milan, Italie; ii) *Séminaires sur les perspectives de carrière* – 2004, Tallin, Estonie; 2005, Zurich, Suisse; 2007, Budapest, Hongrie iii) *Tables rondes sur la violence dans la famille* (2004, Zurich, Suisse) et sur *la Diversité, une affaire commerciale* (2006, Police norvégienne, Oslo, Norvège); iv) *Assemblées avec des femmes membres des forces de police européenne et échanges de pratiques de référence* – 2004, Zurich, Suisse; 2004 – Vienne, Autriche; 2006 – Tallin, Estonie; v) *Organisation de conférences:* (a) On demande gestionnaires de la diversité, 2005, Leeds, Irlande; (b) Conciliation de la vie de famille et de la vie professionnelle, 2006, Escaldes-Engordany, Andorre; (c) Prise en compte systématique de la parité des sexes dans les organisations de police européenne : la recette ultime de l'égalité? – 2006, Vienne, Autriche; vi) *Exposés dans le cadre d'autres conférences/séminaires :* (a) 2006, Conférence sur la prise en compte systématique de la parité des sexes, Banja Luka, Bosnie-Herzégovine; (b) 2007, Conférence sur l'E-Quality (l'égalité en ligne) dans la police, Tampere, Finlande; (c) 2007, Conférence sur l'égalité des chances dans les organisations de police, Budapest, Hongrie; vii) *Participation à d'autres conférences/ séminaires :* (a) 2004, Symposium sur la police de proximité, Milan, Italie; (b) 2004, Conférence des femmes dans la police, Barcelone, Espagne; (c) 2005, Conférence sur l'égalité des chances, Tallin, Estonie; (d) 2005, Session universitaire : Les femmes dans la police : la diversité en uniforme, Bruxelles, Belgique; (e) 2005, Conférence sur les besoins futurs en matière d'organisation et de déploiement dans la perspective de la diversité, Francfort, Allemagne; (f) 2005, Conférence à l'occasion du 20^e anniversaire de Femmes catalanes dans la police, Barcelone, Espagne; viii) *Recherche publique :* « Faits et chiffres » et Information générale (en cours); ix) *Publications :* sept numéros du Bulletin de l'ENP (exemplaires sur demande).

4. The Links, Incorporated (Statut consultatif spécial accordé en 2004)

Partie I

Introduction

The Links, Incorporated est une organisation internationale féminine qui propose des services. Elle regroupe plus de 11 000 femmes dans 275 sections réparties dans 41 États, dans le District de Columbia (États-Unis d'Amérique), à Nassau (Bahamas), à Francfort (Allemagne) et en Afrique du Sud. À la poursuite de ses buts et objectifs, l'organisation mène des activités civiques, éducatives et culturelles à seule fin de répondre aux besoins locaux en termes d'amélioration de la qualité de vie et de recherche de l'excellence. L'un des principaux objectifs de The Links, Incorporated est de concevoir et d'exécuter des programmes appropriés d'amélioration de la vie locale. Ces activités s'articulent autour de trois axes : l'éducation, l'engagement civique et les échanges interculturels. Elles sont structurées et administrées selon quatre volets : Services aux jeunes, Tendances et services à l'échelle nationale, Les arts et Tendances et services intéressant la jeunesse à l'échelle internationale – dernier volet auquel participent les organisations non gouvernementales représentées auprès de l'ONU; c'est ce volet du programme qui traite des questions et préoccupations qui ont une incidence sur la qualité de vie à l'échelle mondiale, particulièrement en Afrique et dans la diaspora. Les activités détaillées dans le présent rapport illustrent le rôle joué par l'organisation à la poursuite des objectifs du Millénaire. En raison du caractère limité de nos ressources humaines et financières, nous n'avons pas participé aux grandes conférences du Conseil économique et social et aux travaux de ses organes subsidiaires aussi souvent qu'on pourrait l'attendre d'une organisation qui appuie les principes fondateurs de l'ONU.

Partie II.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Les programmes suivants, mis en oeuvre par The Links, Incorporated de 2004 à 2007, étaient axés sur les objectifs du Millénaire 2 (Rendre l'enseignement primaire universel) et 5 (Améliorer la santé maternelle) :

L'objectif de l'initiative pour une maternité sans risques de The Links, Incorporated est de sensibiliser, de plaider, de mener des activités appropriées et de concevoir des programmes de tutorat par l'entremise de partenariats tels que celui qui nous unit à la White Rose Alliance. Nous encourageons la familiarisation avec les principales questions intéressant la maternité sans risques est encouragée aux États-Unis et au plan international. À cette fin, l'organisation a participé à des conférences, symposiums et séminaires tenus dans des églises et des institutions éducatives pendant l'automne de 2005. Le **kit Maama** promeut des initiatives menées en faveur de l'accouchement sans risques et dans de bonnes conditions d'hygiène, suscite la constitution d'alliances pour le changement et donne la parole aux femmes qui ne peuvent défendre leurs propres intérêts. Il permet actuellement à des femmes d'Ouganda, du Mozambique, Éthiopie et du Kenya d'accoucher sans risques et dans de bonnes conditions d'hygiène.

L'objectif d'ensemble de cette initiative, entre 2005 et 2007, était de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelles et périnatales (maladies et décès) grâce à la mise en place de conditions propices à l'accouchement sans risques et dans de bonnes conditions d'hygiène. Des membres de The Links, Incorporated continuent d'acheter ces kits et d'en fournir aux femmes des pays en développement et à leur famille. En 2006, la direction internationale de The Links, Incorporated s'est rendue en Ouganda pour rencontrer des familles et leur fournir des kits Maama et d'autres articles. Le Directeur de l'Organisation mondiale de la santé a désigné The Links, Incorporated organisation chef de file dans le domaine de la maternité sans risques.

2) Circuit de lumière en Ouganda (objectifs 2 et 5) : Cette initiative a pour but d'aider les jeunes en Ouganda. En partenariat avec le Gouvernement, The Links, Incorporated a parrainé le Circuit de lumière, qui s'adressait aux enfants ougandais devenus orphelins à la suite du décès de leurs parents malades du sida. Ils ont voyagé dans diverses villes des États-Unis ou des sections de The Links, Incorporated parrainaient et organisaient des manifestations visant à collecter des fonds, auxquelles participaient les enfants, les fonds recueillis étant destinés à l'orphelinat d'Entebbe (Ouganda). De plus, The Links, Incorporated a parrainé un voyage spécial en Ouganda pour livrer des fournitures scolaires.

3) Éducation « across the Miles » (objectif 2) : Le programme Education across the Miles, Des écoles pour les enfants en Afrique, a été établi en partenariat avec la Fondation internationale pour l'éducation et l'auto-assistance et en collaboration avec les Gouvernements sud-africain et nigérian. The Links, Incorporated a travaillé en partenariat avec d'autres organisations non gouvernementales et éducatives, des institutions financières et des particuliers afin d'aider à remettre en état le système éducatif et de restaurer la dignité et la noblesse du processus d'apprentissage. Pendant plusieurs années, The Links, Incorporated, en partenariat avec la Fondation et en collaboration avec les Gouvernements sud-africain et nigérian, a construit ou rénové plus de 62 écoles, ce qui représente un montant investi de plus de 1 million de dollars des États-Unis. En outre, The Links, Incorporated a fourni à nombre de ces écoles des fournitures scolaires et du matériel pédagogique. Grâce à ce programme, un grand nombre d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ont désormais accès à des écoles modernes, comportant deux ou trois classes, avec un point d'approvisionnement en eau et des toilettes à proximité.

4) Le programme modèle des Nations Unies (objectif 2) : The Links, Incorporated a travaillé en partenariat avec l'Association pour les Nations Unies. Ce programme a pour but d'encourager et d'inspirer des jeunes de diverses communautés afin qu'ils s'intéressent davantage aux questions de portée internationale, en s'appuyant sur les travaux menés à l'ONU. En prenant pour exemple plusieurs programmes entrepris à l'ONU, notamment Salles de classe mondiales, l'organisation a sensibilisé un grand nombre de jeunes à ces questions, auxquelles elle a donné une grande visibilité.

5) Journée de l'enfant africain (objectif 2) : La Journée de l'enfant africain a été célébrée chaque 16 juin, de 2004 à 2007, en partenariat avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en présence de l'Ambassadeur et du Consul général d'Afrique du Sud aux États-Unis. Elle a été déclarée officiellement *Journée de l'enfant africain* en mémoire des écoliers noirs sud-africains massacrés à Soweto (Afrique du Sud) le 16 juin 1976.

6) Écoles en boîte (Rwanda/Libéria) (objectif 2) : The Links, Incorporated a répondu à l'appel lancé par l'UNICEF, visant à forger un partenariat pour promouvoir la cause de l'éducation de base à l'intention des enfants réfugiés du Rwanda et du Libéria. Ce programme a été baptisé Écoles en boîte car il repose sur l'achat d'« écoles en boîte » pour un montant de 170 dollars des États-Unis. Ces classes mobiles contenant tout le matériel nécessaire ont été conçues pour permettre à un enseignant de les installer où que ce soit au Rwanda et au Libéria : elles peuvent recevoir jusqu'à 80 enfants.

7) Autonomisation économique des femmes : la voie de la paix au Rwanda (objectifs 2 et 5) : Le principe de la voie de la paix au Rwanda est le suivant : Les femmes rwandaises perçoivent un revenu, qu'il ordonne le moyen de prendre leur vie en main. Ce programme emploie 2 500 femmes qui fabriquent des paniers, originaires de tous les endroits du pays. Elles exportent les paniers et pour subvenir aux besoins de leur famille. À la suite du génocide perpétré au Rwanda, ce projet contribue à renforcer des familles déchirées, offre une option aux femmes qui ont besoin de médicaments et permet à leurs enfants de vivre une vie de meilleure qualité. Ce programme a été exécuté en partenariat avec Macy Stores et les paniers sont vendus dans les magasins de la chaîne partout aux États-Unis.

5. Nippon International Cooperation for Community Development (Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Partie I

Introduction

i. Buts et objectifs de l'organisation et principal axe d'action

Nippon International Cooperation for Community Development (NICCO), organisation non gouvernementale internationale basée à Kyoto (Japon), sans affiliation religieuse, politique ni raciale, a été fondée en 1979 et son statut de personne morale physiquement composée de plusieurs membres a été officialisé par le Ministère des affaires étrangères japonaises en 1993. Son ambition est de créer un monde libre de la pauvreté et des conflits, en harmonie avec l'environnement mondial et elle s'emploie à faire accéder à l'autonomie financière et mentale les populations des régions frappées par la pauvreté et à secourir les victimes de catastrophes naturelles et de situations d'urgence complexes. Ses principales activités visent les résultats suivants : a) développement rural viable, en harmonie avec l'environnement; b) appui à l'autonomie grâce à la génération de revenus et à la formation professionnelle, l'accent étant mis sur les femmes; c) programmes éducatifs et de santé visant à répondre aux besoins élémentaires; d) aide humanitaire d'urgence en cas de catastrophe.

ii. Développement des activités

Outre les plus activités qu'elle mène actuellement en Asie et au Moyen-Orient, NICCO a étendu son action au Malawi (Afrique) depuis 2006, dans le cadre d'un projet axé sur la sécurité alimentaire et l'assainissement.

Partie II.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies :

Étant donné que NICCO a alloué davantage de ressources aux projets de terrain axés sur le secours et le développement, il n'a pas participé aux conférences du Conseil économique et social de l'ONU pendant la période considérée. Cela s'explique en partie par un manque de ressources financières pour assister à ces conférences, tenues à New York ou dans d'autres lieux, à l'extérieur du Japon.

Autres réunions :

Cependant, sur le terrain, NICCO a participé à divers symposiums et réunions, ou les a organisés : i) **Réunions consacrées à la sécurité** : Hérat (Afghanistan), avril 2002-mai 2007; hebdomadaires; échange d'informations avec des organisations non gouvernementales et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). (ii) **Réunions interorganisations** : Mashhad (République islamique d'Iran); depuis avril 2004; hebdomadaires; organisés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : échanges d'informations sur le rapatriement des réfugiés afghans (iii) **Réunions de coordination et de groupe** : Hambantota (Sri Lanka); février-septembre 2005; hebdomadaires; organisées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : coordination des secours et du programme de réadaptation pour les victimes du tsunami survenu dans l'océan Indien. (iv) **Réunions de coordination et de groupe** : Islamabad, Balakot et Muzafarabad (Pakistan); octobre 2005-mai 2006; hebdomadaires; organisées par l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM) AF: coordination des secours et du programme de réadaptation pour les victimes du tremblement de terre survenu au Pakistan. (v) **Réunion régionale d'organisations non gouvernementales** : Kobé (Japon); 16 mai 2006; organisées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, à Kobé (Japon); débat sur le rôle des organisations non gouvernementales aux fins de la mise en oeuvre du Cadre d'action de Hyogo. (vi) **Réunions de coordination et du groupe santé** : Yogyakarta (Indonésie); mai 2006-août 2006; hebdomadaires organisés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'Organisation mondiale de la santé : coordination des secours et du programme de réadaptation pour les victimes du tremblement de terre survenu à Yogyakarta (Indonésie). (vii) **Réunions ont consacré à l'appui psychosocial et l'éducation** : Amman (Jordanie); depuis juillet 2007; hebdomadaires; organisées par l'UNICEF : coordination des secours et du programme de réadaptation pour les réfugiés irakiens en Jordanie. (viii) **Symposium sur les réfugiés** : Tokyo (Japon); 26 novembre 2007; organisées par le HCR et la Japan Platform; lors du symposium sur le thème « Aide humanitaire et responsabilité sociale des entreprises : au-delà de la presse, "Produire des réfugiés" », NICCO a fait part de ses vues de son expérience en matière d'assistance aux ex-réfugiés palestiniens en Jordanie en coopération avec des entreprises japonaises.

ii) Coopération sur le terrain ou au Siège avec les organes de l'ONU ou les institutions spécialisées des Nations Unies :

NICCO a mené les activités suivantes : (i) Distribution de denrées alimentaires : Muzafarabad, Pakistan; janvier-avril 2006; coopération avec le PAM; (ii) De la nourriture pour une bonne croissance : Hérat, Afghanistan; décembre 2006-février 2007; coopération avec le PAM; (iii) Appui psychosocial aux réfugiés iraqiens : Zarqa, Jordanie; depuis janvier 2008; coopération avec le HCR; (iv) Projection de film sur les réfugiés : Kyoto, Japon; 15-17 novembre 2007; coopération avec le Bureau de Tokyo du HCR.

iii) Initiatives menées à l'appui des objectifs de développement convenus au plan international, en particulier les objectifs du Millénaire :

Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim;

Cible 1 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour : transfert de techniques d'agriculture viable et distribution de graines de plantes commercialisables dans le cadre d'ateliers de constitution de capacités à intention de 7 000 villageois (*Nkothakota, Malawi; 2007*).

Cible 2 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim : distribution de semences de maïs et de haricots à 5 000 individus souffrant de la famine aux fins d'un relèvement agricole précoce; atelier sur l'agriculture viable et les récoltes semi-annuelles organisé (*Nkothakota, Malawi; 2007*).

Objectif 2 : Rendre l'enseignement primaire universel;

Cible 3 : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires : construction d'une école pour 3 800 garçons et d'un orphelinat pour 150 filles (*Hérat, Afghanistan; 2006-2007*)

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;

Cible 4 : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard : i) cours de promotion de l'alphabétisation organisée pour 40 filles et femmes (*Hérat, Afghanistan; 2006-2007*); ii) cours d'anglais organisés pour 60 filles afghanes réfugiées (*Mashhad, Iran; 2007*)

Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans;

Cible 5. Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : installation de toilettes écologiques pour 200 familles (*Nkothakota, Malawi; 2007*).

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle;

Cible 6. Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies;

Cible 8. D'ici à 2015, avoir arrêté et commencé à inverser la progression du paludisme et d'autres maladies graves : i) Construction d'un « poste sanitaire » aux

fins de l'amélioration des services de santé reproductive fournis dans les zones tribales montagneuses; ii) Construction d'une nouvelle route pour permettre à 4 800 villageois d'accéder plus facilement à ce centre médical, en particulier pendant la saison des pluies (*Lam Dong, Vietnam; 2005-2006*)

Objectif 7. Préserver l'environnement;

Cible 9. Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance à la déperdition des ressources naturelles : i) transfert de compétences aux fins de la production de produits agricoles organiques (par exemple, huile d'olive) et de la mise en oeuvre place d'un système de certification des cultures organiques pour les agriculteurs et les fonctionnaires du Ministère de l'agriculture jordanien (*Jerash, Jordan; 2004-2007*); ii) Graines d'arbres commercialisables distribuées et plantées afin d'améliorer la nutrition de 3 000 villageois et de leur octroyer une source de revenus et aux fins du reboisement (*Hérat, Afghanistan; 2004-2007*); iii) Graines de Moringa comestible et de Jatropha pouvant servir de combustible distribuées et plantées et afin d'améliorer la sécurité alimentaire et le reboisement (*Nkothakota, Malawi; 2007*).

Objectif 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement;

Cible 12. Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire; Comprend un engagement en faveur de la bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, au niveau tant national qu'international : organisation d'un atelier international sur la production d'huile d'olive à laquelle ont participé des cultivateurs, des représentants d'organisations gouvernementales et des spécialistes de la culture de l'olive venus de Jordanie, du territoire palestinien occupé, d'Israël et du Japon [*Jérash (Jordanie) et Jéricho (Palestine); 2-3 juillet 2006 et 9-10 mars 2007*].

Cible 18. En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et des communications, profitent au plus grand nombre : organisation de stages de formation aux technologies de l'information et des communications à l'intention de 1 300 réfugiés afghans, en particulier des filles, afin de faciliter le rapatriement futur de ces réfugiés (*Mashhad, Iran; 2007*)